

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail- Patrie

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF COMMUNICATION

**MOBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE
POUR LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM À L'APPEL DU
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN,
SON EXCELLENCE PAUL BIYA**

CONFÉRENCE DE PRESSE

**PROPOS LIMINAIRE DE
S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY
MINISTRE DE LA COMMUNICATION**

Yaoundé, 04 février 2015

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Je vous remercie d'avoir répondu si nombreux à mon invitation de ce jour.

Le sujet sur lequel j'ai voulu que nous nous entretenions aujourd'hui, porte non seulement sur la mobilisation internationale suscitée par **le Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA**, pour combattre et éradiquer le phénomène Boko Haram, mais aussi sur les faits d'armes majeurs remportés par nos Forces de défense et de sécurité depuis le début des hostilités au cours de la période ayant précédé l'implication sous-régionale, régionale et internationale dans ce conflit.

S'agissant de ces faits d'armes à mettre à l'actif de nos forces de défense, je n'en citerai que quelques-uns parmi les plus marquants :

- le 6 septembre 2014, l'armée camerounaise, ripostant à des tirs d'obus de la part des terroristes, fait plus d'une centaine de morts côté ennemi et contraint les assaillants à replier jusqu'à sept kilomètres de la ville frontalière de GAMBARU à l'intérieur du territoire nigérian ;
- le 6 décembre 2014, les Forces de défense camerounaises mènent une série d'attaques en représailles à de graves exactions commises sur les populations civiles par des membres du groupe terroriste Boko Haram dans les localités de NGOUMA, SAGMÉ, ARDÉBÉ,

DAMBORÉ et SOUÉRAM situées au voisinage du Lac Tchad. Bilan : sept morts et vingt-cinq capturés du côté de Boko Haram ;

- le même jour, des assaillants du même bord tentent une incursion en territoire camerounais dans les localités de AMCHIDÉ et LIMANI, au moyen d'un véhicule blindé et sous le couvert d'une artillerie lourde. Là encore, la riposte camerounaise est fulgurante, tout comme elle le sera lorsque dans le même temps, une colonne de véhicules armés tentera de franchir la frontière à hauteur de l'arrondissement de Bankim. Une vingtaine de ces véhicules seront complètement détruits, de même que leurs occupants ;
- le 28 décembre 2014, une escouade terroriste formée de mille personnes environ, tente de donner l'assaut sur le camp d'ACHIGACHIA tenu par nos Forces de défense. Pour la première fois, l'aviation camerounaise entre en action sur **les Très Hautes Instructions du Chef de l'Etat**. Les victimes ennemies se comptent par centaines, avec de nombreuses pertes en matériel de guerre.
- le 12 janvier 2015, la ville camerounaise de KOLOFATA fait l'objet d'une autre attaque ennemie dont l'objectif est d'investir le camp militaire tenu par l'armée camerounaise. La riposte de notre armée fait 143 tués du côté de Boko Haram et un important arsenal de guerre saisi.

- ce matin du 4 février 2015 aux environs de 5 heures, des assaillants de Boko Haram estimés à 800 hommes environs attaquent à nouveau les positions de nos Forces de défense dans la ville de FOTOKOL. Cette attaque survient à la suite d'une incursion des forces tchadiennes dans la ville de GAMBARU en territoire nigérian, qui a été rendue possible grâce à la livraison d'une ligne de débouché par l'armée camerounaise sur le pont du fleuve El Beid. Après de violents combats, l'ennemi est à nouveau mis en déroute avec le bilan d'une cinquantaine de morts dans ses rangs.

Comme vous le constatez, les Forces de défense et de sécurité camerounaises engagées seules sur le front de guerre contre Boko Haram se sont acquittées et continuent de s'acquitter vaillamment de leur mission : celle qui consiste à préserver l'intégrité territoriale de notre pays et à assurer la protection des personnes et des biens sur notre territoire national.

Il n'est pas sans importance d'indiquer ici que, concomitamment à leur présence et à leur intervention sur ce terrain d'opérations, les Forces armées camerounaises prennent une part active et jouent un rôle de premier plan dans les coalitions militaires internationales à l'instar de la MINUSCA en République Centrafricaine, la MINUSTAH à Haïti, ou encore les forces de sécurité et de sûreté maritimes dans le Golfe de Guinée.

Permettez-moi donc de saisir cette occasion, pour une fois de plus de saluer leur immense bravoure, et de leur rendre un hommage mérité pour leur sens de l'honneur, du devoir et du sacrifice, au service de la Nation tout entière, qui leur valent cette immense vague de sympathie manifestée par le peuple camerounais dans son ensemble, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, ainsi que le soutien appuyé de la communauté internationale.

Il faut néanmoins garder à l'esprit que la menace à laquelle le Cameroun fait face est une menace terroriste et qu'en tant que tel, elle revêt un caractère global à travers le monde. La réponse à cette menace se doit donc elle aussi d'être globale.

C'est fort de cette réalité que **le Chef de l'État**, lors de sa réponse aux vœux du Corps Diplomatique le 08 janvier dernier, a clairement lancé un appel à la mobilisation internationale, pour la lutte contre le péril terroriste transnational qui met aujourd'hui en danger la sécurité d'une partie de notre territoire. Je le cite :

« Pour ma part, je persiste à croire que la menace que représentent les djihadistes, Boko Haram et autres Shebabs, ne pourra être levée que par une mobilisation au niveau international. Beaucoup l'ont compris. Il reste à en tirer les conséquences ».

Premier pays à répondre concrètement à cette croisade contre Boko Haram, le Tchad a déployé un contingent de 2 500 soldats au Cameroun,

pour appuyer notre pays dans sa croisade contre ce véritable syndicat du crime et de la barbarie que constitue Boko Haram et dont la menace dépasse largement le seul Nigéria, pour affecter tous ses pays frontaliers en l'occurrence, le Bénin, le Niger, le Tchad, et surtout le Cameroun.

L'Etat-major de l'armée camerounaise a désigné la ville de Kousseri à l'Extrême-nord du Cameroun pour abriter la base du contingent tchadien au Cameroun.

En plus d'un important contingent militaire fait de 2 500 hommes, le Tchad a mobilisé un impressionnant arsenal de guerre composé de moyens aériens et terrestres, et d'un armement lourd.

Presque concomitamment à l'engagement du Tchad, des émissaires de nombreux pays amis, sont venus à la rencontre du **Chef de l'État**, pour lui témoigner leur disponibilité à apporter une contribution opérationnelle à la lutte engagée contre la secte obscurantiste Boko Haram.

Des Diplomates de la Fédération de Russie, de la Grande Bretagne, de la France et du Brésil, ont été reçus à cet effet en audience au Palais de l'Unité.

L'Ambassadeur de la Fédération de Russie au Cameroun, Son Excellence NICOLAY RATSIBORINSKI a notamment déclaré, je le cite :

«L'Armée camerounaise sera dotée d'équipements militaires les plus sophistiqués, en provenance de la Russie. Il s'agira entre autres,

d'armements de dernière génération, d'artillerie lourde, y compris des missiles, de la protection aérienne, de systèmes anti-aériens de missiles, et de canon. Des camions blindés de fabrication russes seront aussi livrés au Cameroun pour assurer le transport des troupes», fin de citation.

L'Ambassadeur AHMAD ALLAM-MI, Secrétaire Général de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale – la CEEAC, a été lui aussi reçu en audience au Palais de l'Unité par **le Président de la République.**

Au menu de cet entretien, a figuré l'idée d'une action collective de la CEEAC pour appuyer le Cameroun, dans sa riposte face aux agressions de Boko Haram.

Au plan militaire, la stratégie de la CEEAC consiste à contenir et à maîtriser l'avancée de l'agression de Boko Haram, en sécurisant les frontières du Cameroun, celles du Tchad et de manière générale celles de la sous-région.

Au plan diplomatique, la CEEAC préconise de faire en sorte que le dispositif qui est mis sur pied au niveau du Bassin du Lac Tchad soit réellement opérationnel, dans le respect de la souveraineté du Nigeria.

Cette action, assurée par la CEEAC, sera menée dans le respect des règles en la matière, telles qu'édictées par la communauté internationale, en particulier l'Union Africaine et le Conseil de Sécurité de l'ONU.

Dans un communiqué officiel rendu public le 15 janvier dernier, la CEEAC s'est engagé à saisir les hautes instances du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale – le COPAX – pour que des actions concrètes soient menées, en vue de soutenir le Cameroun et d'éliminer la menace terroriste que constitue le groupe Boko Haram.

Le 20 janvier 2015, une rencontre internationale s'est ouverte à Niamey sur le même sujet. Elle a regroupé treize pays africains et non-africains.

Cette conférence internationale a réuni les Ministres des Affaires Étrangères ou de la Défense de six États africains (Bénin, Cameroun, Guinée équatoriale, Niger, Nigeria et Tchad), ainsi que les représentants de sept pays occidentaux (Allemagne, Canada, Chine, Espagne, États Unis, France, Royaume-Uni).

Plusieurs organisations panafricaines étaient également présentes à Niamey. Il s'agit notamment de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), de la Commission Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté des États Sahélo-sahariens (CEN-SAD), de l'Union Africaine et d'autres organisations internationales telles que,

l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), l'Union Européenne et l'ONU.

Au terme de leurs travaux, les participants ont formulé entre autres, les recommandations suivantes :

Au plan sécuritaire :

- le renforcement de la coopération entre les États riverains du Bassin du Lac Tchad, dans le cadre de l'échange des renseignements. En particulier, ils ont préconisé à ce sujet, l'organisation dans les meilleurs délais, d'un séminaire des Chefs d'État-major des pays de la région, pour préparer le concept d'opérations de la Force Multinationale Mixte, la FMM, et finaliser la mise en place d'un État-major Mixte ;
- l'installation du siège de l'État-major Mixte de la Force Multinationale Mixte à N'Djamena, au Tchad.

Au plan diplomatique, les participants à la réunion de Niamey, se sont accordés sur les points suivants :

- la demande à la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, d'avoir à soumettre un rapport sur les efforts régionaux et internationaux de lutte contre Boko Haram, y compris les conclusions de la réunion de Niamey, aux fins de permettre au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, d'autoriser les déploiements militaires et de mandater la Force Multinationale Mixte ;

- la demande à la Commission de l'Union Africaine d'organiser, en collaboration avec la Commission du Bassin du Lac Tchad, la CEDEAO, la CEEAC, la CEN-SAD, l'OCI et les partenaires internationaux, une réunion d'experts au cours de la première semaine de février 2015, pour finaliser les concept d'opération et de soutien logistique, les règles d'engagement et d'autres documents pertinents, pour l'opérationnalisation intégrale de la Force Multinationale Mixte.

- la demande à l'Union Africaine de la saisine du Conseil de Sécurité pour l'adoption d'une résolution de l'ONU autorisant la FMM à se déployer sur le terrain des hostilités, et mettant en place un fonds d'affectation spécial pour le financement de cette Force ;

Faisant suite à la demande de la réunion de Niamey, l'Union Africaine, qui avait déjà manifesté sa solidarité au du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram, a appelé mercredi 21 janvier 2014, à finaliser le plus rapidement possible, la mise en place de la force régionale destinée à lutter contre la secte terroriste.

Dans le communiqué publié à cet effet, la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Madame NKOSAZANA DLAMINI-ZUMA, a demandé l'adoption d'une résolution par le Conseil de Sécurité de l'ONU, donnant un mandat à la Force Multinationale Mixte, la FMM, et la création d'un «fonds d'affectation spécial» pour son financement, tel que préconisé par la réunion de Niamey.

C'est donc fort logiquement que la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine qui vient de se tenir à Addis-Abeba en Ethiopie, a décidé d'autoriser le déploiement de cette force multinationale dotée de 7 500 hommes pour une période initiale de 12 mois renouvelable, qui viendra se joindre aux Forces camerounaises présentes sur le terrain des opérations depuis plusieurs mois déjà.

Le Cameroun abrite du 05 au 07 février 2015 une réunion d'experts qui viendra préciser le concept d'opération et les règles d'engagement de la Force Multinationale Mixte en cours de déploiement. Et c'est sur la base des conclusions de cette réunion de Yaoundé, que la Présidente de la Commission de l'Union Africaine va saisir le Conseil de Sécurité de l'ONU, pour l'inciter à passer une résolution permettant d'appuyer nos efforts sous-régionaux.

Mais en attendant cette saisine, le Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur BAN KI MOON s'était d'ores et déjà dit favorable à une telle mesure, au cours d'une déclaration publique faite en marge du dernier sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba.

Mesdames, Messieurs,

Chers Invités,

La communauté internationale s'est donc mise en branle depuis que le **Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA**, lui a lancé un appel solennel à une réponse globale sur la question du terrorisme international, dont Boko Haram constitue le parangon, je veux dire, le pont en avant dans la zone commune aux cinq pays de la zone de front comprenant le Nigeria et ses voisins immédiats, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Bénin.

Notre pays a le mérite d'avoir été le premier à identifier Boko Haram comme une facette de l'Internationale du terrorisme qui tente de s'abriter derrière des oripeaux, et d'avoir pris les devants dans la lutte armée visant à le tenir à l'écart de notre espace territorial national.

Nos Forces de Défense et de Sécurité ont su se mettre à la hauteur de cet enjeu portant sur la protection de notre souveraineté nationale.

Je tiens donc à la réaffirmer ici qu'à l'heure actuelle, pas un seul millimètre carré de notre territoire ne fait l'objet de la moindre occupation étrangère ou terroriste.

Le renfort venu de la communauté internationale à la suite de l'appel lancé par **le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA**, il y a à peine un mois, vise aussi à saluer la détermination endogène de notre pays à barrer la route à ce fléau, dont l'onde de choc, si l'on y prend garde pourrait à terme gagner l'ensemble du Continent.

Nous devons nous en féliciter, car c'est la preuve palpable du crédit dont jouit notre pays et celle de la considération que nous porte la communauté internationale, dans notre engagement à défendre les valeurs civilisationnelles les plus partagées à travers le monde.

Nous devons donc continuer d'apporter au **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, Chef de l'État et Chef des Armées**, notre soutien indéfectible, ainsi qu'à nos vaillantes Forces de Défense et de Sécurité qui, chaque jour, mettent leurs vies en péril, pour protéger les nôtres.

Permettez-moi aussi et une fois de plus, **Mesdames, Messieurs les Journalistes**, de me réjouir de l'engagement que, d'une manière générale, vous n'avez de cesse de manifester pour accompagner le **Chef de l'État**, ainsi que nos Forces de Défense et de Sécurité, dans le combat acharné qu'elles mènent au quotidien contre nos agresseurs et les hordes criminelles du mouvement terroriste Boko Haram.

Par un tel engagement, vous démontrez, s'il en était encore besoin, vos capacités respectives à assumer pleinement votre devoir de responsabilité et de citoyenneté, et ceci, sans préjudice d'un exercice de votre métier, conforme à ses canons professionnels.

À ceux parmi vous, fort heureusement minoritaires, qui semblent encore tarder à le comprendre, je rappelle ce devoir de responsabilité et de

citoyenneté auquel ils n'ont pas d'autre choix que de souscrire, au risque pour eux de se mettre en marge de la conscience collective nationale.

Notre satisfaction s'adresse aussi à la presse internationale pour ses options éditoriales prises en faveur du **Chef de l'État** camerounais et de nos Forces de défense dans le combat qu'ils mènent contre la secte obscurantiste et criminelle Boko Haram.

Voilà donc, **Mesdames, Messieurs, Chers Invités**, l'économie de la communication que je me proposais de vous adresser à l'occasion de cette conférence de presse.

Je vous remercie de votre aimable attention.